

Canada
Province de Québec
Comté de Gatineau
Municipalité de Cayamant
MRC Vallée-de-la-Gatineau

SQ 06-002 Règlement no 204-11

Règlement concernant la sécurité, la paix et l'ordre applicable par la Sûreté du Québec

Attendu Que le conseil juge nécessaire d'adopter un règlement pour assurer la paix et l'ordre sur le territoire de la municipalité de Cayamant

Attendu que le conseil juge nécessaire d'assurer la sécurité et la tranquillité de son territoire ;

Attendu Qu'un avis de motion a été régulièrement donné à la séance du 12 septembre 2011.

En conséquence, la conseillère Darquise Vallières propose et il est résolu que le présent règlement soit adopté.

Article I.

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement

Article II.

Aux fins de ce règlement, les expressions et mots suivants signifient ;

"ENDROIT PUBLIC" Les parcs, les rues, les plages, les quais, les véhicules de transport public, les aires à caractère public, les aires ou endroits accessibles au public.

"PARC" Les parcs situés sur le territoire de la municipalité et qui sont sous sa juridiction et comprend tous les espaces publics gazonnés ou non, où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire.

" RUE" Les rues, les chemins, les ruelles, les pistes cyclables et les trottoirs et autres endroits publics et privés dédiés à la circulation piétonnière ou de véhicules, situés sur le territoire de la municipalité.

"AIRES À CARACTÈRE PUBLIC" Les stationnement dont l'entretien est à la charge de la municipalité, les aires communes d'un commerce, d'un édifice public ou d'un édifice à logement.

"AIRES OU ENDROITS ACCESSIBLES AU PUBLIC" Les aires ou endroits accessibles par le public, tels qu'église, terrain de la Fabrique, cimetière, centre d'achat, complexe sportif, complexe culturel, site touristique, camping exploité par la SÉPAQ et autres aires ou endroits accessibles au public.

Article III

"BOISSONS ALCOOLIQUES " Dans un endroit public, nul ne peut consommer des boissons alcooliques ou avoir en sa possession un contenant de boisson alcoolisée dont l'ouverture n'est pas scellée, sauf si un permis de vente a été délivré par la **RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX.**

Article IV

"**GRAFFITI**" Nul ne peut dessiner, peindre ou autrement marquer les maisons, murs, clôtures, rues, ou biens dans un endroit public

La présente disposition ne s'applique pas lorsqu'une autorisation écrite de la municipalité a été donnée par un officier municipal désigné.

Article V

"**AFFICHE**" Nul ne peut afficher ou faire afficher des placards, peinture, dessins, écrits sur les maisons, murs, clôtures, ou biens dans un endroit public.

La présente disposition ne s'applique pas lorsqu'une autorisation écrite de la municipalité a été donnée par un officier municipal désigné.

Article VI

"**ARME BLANCHE**" Nul ne peut se trouver dans un endroit public en ayant sur soi sans excuse raisonnable, un couteau, une machette, un bâton ou une arme blanche.

L'autodéfense ne constitue pas une excuse raisonnable

Article VII

"**INDÉCENCE**" Nul ne peut uriner ou déféquer dans un endroit public, sauf aux endroits prévus à cette fin.

Article VIII

"**JEU / CHAUSSÉE**" Nul ne peut faire ou participer à un jeu ou à une activité sur la chaussée si celle-ci nuit à libre circulation et/ou à la quiétude du voisinage, sans autorisation écrite.

La présente disposition ne s'applique pas lorsqu'une autorisation écrite de la municipalité a été donnée par un officier municipal désigné.

Article IX

"**BATAILLE**" Nul ne peut se battre ou se tirailler dans un endroit public.

Article X

"**CRIER**" Nul ne peut troubler la paix en criant, jurant, se querellant ou se comportant mal dans un endroit public.

Article XI

"**PROJECTILES**" Nul ne peut lancer des pierres, des bouteilles ou tout autre projectile dans un endroit public.

Article XII

"**ÉQUIPEMENTS**" Nul ne peut secouer, couper, casser, enlever ou endommager de quelque façon que ce soit tout mur, clôture, enseigne,

abri, siège, banc, lampadaire, équipement de jeux, gazon, arbre, arbuste, plantation ou autre bien dans un endroit public.

Article XIII

"ACTIVITÉS" Nul ne peut organiser, diriger ou participer à une parade, une marche ou une course regroupant plus de quinze (15) participants dans un endroit public sans avoir préalablement obtenu un permis de la municipalité.

La municipalité, par un officier municipal désigné, peut émettre une autorisation écrite pour la tenue d'une activité aux conditions suivantes :

- A) Le demandeur aura préalablement présenté au service de police desservant la municipalité un plan détaillé de l'activité ;
- B) Le demandeur aura satisfait aux mesures de sécurité recommandé par le service de police.

Sont exemptés d'obtenir une telle autorisation, les cortèges funèbre, les mariages et activités parascolaire.

Article XIV

"UTILISATION DE RUES OU STATIONNEMENT" Nul ne peut utiliser les rues ou les stationnements comme glissoire ou terrain de jeux, et la personne gardienne ou tutrice de la personne en infraction contrevient au présent règlement et commet une infraction.

La présente disposition ne s'applique pas lorsqu'une autorisation écrite de la municipalité a été donnée par un officier municipal désigner.

Article XV

"FLÂNER" Nul ne peut se coucher, se loger, mendier ou flâner dans un endroit public.

Article XVI

"GÊNER LE PASSAGE DE PIÉTON" Nul ne peut gêner, obstruer ou entraver le passage de piéton ou la circulation en stationnant, rôdant ou flânant dans un endroit public.

Article XVII

"ALARME/APPEL" Nul ne peut déclencher volontairement toute alarme de feu ou appeler la police ou quelque personne du service de sécurité publique sans motif raisonnable.

Article XVIII

"SONNER OU FRAPPER" Nul ne peut sonner ou frapper aux portes ou aux fenêtres des maisons ou sur les maisons en vue de troubler la paix ou déranger inutilement les habitants desdites maisons.

Article XIX

"BRUIT" Nul ne peut faire ou permettre à quiconque de faire du bruit dans les lieux fréquentés par le public, ou dans un endroit public en criant, jurant, se querellant, se battant, ou de toute autre manière pour

ennuyer, incommoder, déranger ou troubler la paix des personnes qui se trouvent sur les lieux.

Article XX

"INSULTER UN AGENT DE LA PAIX OU UN EMPLOYÉ DÉSIGNÉ PAR LA MUNICIPALITÉ" Nul ne peut insulter, injurier ou provoquer par des paroles ou des actes en quelque lieu que ce soit, tout agent de la paix ou employé, inspecteur ou autre fonctionnaire de la municipalité dans l'exercice de ses fonctions.

Article XXII

"REFUS DE SE RETIRER" Nul ne peut se trouver dans un endroit public où elle est étrangère lorsqu'elle refuse de se retirer sur demande de toute personne en autorité ou responsable d'un tel endroit.

Article XXII

"ALCOOL/DROGUE" Nul ne peut se trouver dans un endroit public sous l'effet de l'alcool ou de la drogue.

Article XXIII

"ÉCOLE/PARC" Nul ne peut se trouver dans un parc ou sur le terrain d'une école aux heures où la signalisation indique une telle indication.

Nul ne peut, sans motif raisonnable, se trouver dans un parc ou sur le terrain d'une école, même aux heures où la signalisation n'indique pas d'interdiction ou s'il n'y a pas de signalisation d'interdiction...

La présente disposition ne s'applique pas lorsqu'une autorisation écrite de la municipalité a été donnée par un officier municipal désigné.

Article XXIV

"ESCALADER/GRIMPER" Nul ne peut escalader ou grimper sur une statue, un poteau, un fil, une corde, un bâtiment, une clôture ou tout autre assemblage de matériaux servant d'appui, de support ou de soutien.

Article XXV

"PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ" Nul ne peut franchir ou se trouver à l'intérieur d'un périmètre de sécurité établi par l'autorité compétente à l'aide d'une signalisation (ruban indicateur, barrières, etc) à moins d'y être expressément autorisé.

Article XXVI

"SE BAIGNER DANS UN ENDROIT PUBLIC" Nul ne peut se baigner dans un endroit public où une signalisation l'interdit.

Article XXVII

"DROIT D'INSPECTION" Le conseil municipal autorise les officiers de la municipalité et les agents de la paix à visiter et à examiner, entre 07h00 et 19h00, ou au-delà de ces heures pour un motif raisonnable, toute propriété mobilière ou immobilière ainsi que l'extérieur ou l'intérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si les règlements y sont exécutés et ainsi tout propriétaire, locataire ou occupant de ces maisons, bâtiments ou

édifices, doit recevoir ces personnes et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution de ce règlement.

DISPOSITION PÉNALE

Article XXVIII

"APPLICATION" Le responsable de l'application du présent règlement est tout officier ou employé municipal nommé par le conseil.

Le conseil autorise aussi les agents de la paix de la Sûreté du Québec à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant et à donner des constats d'infraction pour toute contravention à l'une des dispositions du présent règlement.

Article XXIX

"PÉNALITÉ" **Quiconque** contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible des amendes suivantes :

Quiconque commet une première infraction est passible d'une amende d'au moins deux cents (200.00\$) et d'au plus cinq cents dollars (500.00\$) s'il s'agit d'une personne physique et d'au moins trois cents dollars (300.00\$) et d'au plus mille dollars (1000.00\$) s'il s'agit d'une personne morale.

Quiconque commet une deuxième infraction à une même disposition dans une période de deux (2) ans de la première infraction est passible d'une amende d'au moins quatre cents dollars (400.00\$) et d'au plus mille dollars (1000.00\$) s'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins cinq cents dollars (500.00\$) et d'au plus mille cinq cents dollars (1500.00\$) s'il s'agit d'une personne morale.

Quiconque commet toute infraction subséquente à une même disposition dans une période de deux (2) ans de la première infraction est passible d'une amende d'au moins cinq cents dollars (500.00\$) et d'au plus mille deux cents dollars (1200.00\$) s'il s'agit d'une personne physique, et d'au moins mille dollars (1000.00\$) et d'au plus deux mille dollars (2000.00\$) s'il s'agit d'une personne morale.

Article XXX

"ABROGATION" Le présent règlement remplace et abroge toute réglementation municipale antérieure incompatible avec ces dispositions du présent règlement.

Article XXXI

"ENTRÉE EN VIGUEUR" Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

Avis de motion donné le :	Le 12 septembre 2011
Adoption du règlement :	Le 7 novembre 2011
Date de publication :	Le 14 novembre 2011
Entrée en vigueur :	Le 14 novembre 2011

Pierre Chartrand
Maire

Suzanne Vallières, g.m.a.
Directrice générale